Préfecture de la Seine Maritime

Arrêté du 20 avril 2018

Enquête publique complémentaire préalable à l’approbation du plan de prévention des risques littoraux et d’inondation du bassin versant de la Scie.

5 juin 2018. 20 juin 2018

Rapport d’enquête

Contenu

[1 Objet de l’enquête publique 3](#_Toc518464662)

[1.1 L’enquête publique initiale 3](#_Toc518464663)

[1.2 La réserve émise par la commission 4](#_Toc518464664)

[1.3 Le projet présenté à l’enquête publique complémentaire. Cadre réglementaire 4](#_Toc518464665)

[2 Organisation de l’enquête 5](#_Toc518464666)

[2.1 Désignation de la commission. Arrêté d’ouverture. 5](#_Toc518464667)

[2.2 Information du public 5](#_Toc518464668)

[2.3 Modification du dossier d’enquête 6](#_Toc518464669)

[2.4 La note complémentaire 6](#_Toc518464670)

[2.5 Déroulement de l’enquête 6](#_Toc518464671)

[3 Observations du public 7](#_Toc518464672)

[3.1.1 BEAUVAL EN CAUX 7](#_Toc518464673)

[3.1.2 CROVILLE SUR SCIE 9](#_Toc518464674)

[3.1.3 DENESTANVILLE 11](#_Toc518464675)

[3.1.4 ETAIMPUIS 18](#_Toc518464676)

[3.1.5 HAUTOT SUR MER 18](#_Toc518464677)

[3.1.6 HEUGLEVILLE SUR SCIE 22](#_Toc518464678)

[3.1.7 LONGUEVILLE SUR SCIE 23](#_Toc518464679)

[3.1.8 NOTRE DAME DU PARC 26](#_Toc518464680)

[3.1.9 OMONVILLE 27](#_Toc518464681)

[3.1.10 SAINT AUBIN SUR SCIE 28](#_Toc518464682)

[3.1.11 SAINTE FOY 31](#_Toc518464683)

[3.1.12 SAINT MACLOU DE FOLLEVILLE 32](#_Toc518464684)

[3.1.13 SAINT VICTOR L’ABBAYE 33](#_Toc518464685)

[3.1.14 SAUQUEVILLE 34](#_Toc518464686)

# Objet de l’enquête publique

## L’enquête publique initiale :

L’enquête publique initiale faisait suite à une décision du Tribunal Administratif de Rouen prise en date du 01 février 2017, puis d’un arrêté préfectoral du 06 juillet 2017.

Le dossier, remis à la commission d’enquête le 6 février 2017 comprenait les pièces suivantes :

- Un rapport de présentation de 115 pages complété par 6 pages de cartes englobant la totalité du périmètre concerné.

- Un règlement de 85 pages complété par :

- Un recueil des textes législatifs et règlementaires de référence de deux pages.

- Un glossaire très détaillé de 10 pages.

- 52 cartes règlementaires portant sur chacune des communes impliquées dans l’enquête publique. Un ordre de présentation des cartes complétait cet ensemble.

- 2 documents reprenaient ces cartes :

Le premier détaillait la cartographie des aléas et le second, celle des enjeux.

La commission a émis un avis favorable au projet de prévention des risques littoraux et d’inondation du bassin versant de la Scie, en date du 09 novembre 2017.

Cet avis était assorti de 2 réserves et de 11 recommandations.

La première de ces deux réserves constitue la justification du complément d’enquête publique.

## La réserve émise par la commission

Réserve 1

Le pétitionnaire réglera le problème présenté par la différence entre les cartes d’aléa et les cartes réglementaires de Dieppe et d’Hautot sur Mer. La commission aurait aimé pouvoir retenir la solution la moins contraignante. Elle est cependant consciente de la faiblesse juridique de cette dernière solution et elle souhaite qu’une procédure complémentaire d’enquête concernant les deux seules communes concernées soit initiée. Elle demande que ces cartes soient complétées d’indications topographiques (altimétrie NGF) claires et facilement compréhensibles par le public, en particulier, dans les zones les plus concernées par les aléas submersion et inondation.

## Le projet présenté à l’enquête publique complémentaire. Cadre réglementaire

Ce complément d’enquête est défini par l’article L 123-1 et par l’article R.123-9 à R 123-12 du code de l’environnement.

Les pièces fournies par la DDTM de Rouen, en complément du dossier d’enquête initial sont conformes à l’article R 123-2.

Il s’agit :

- d’une note complémentaire relative au dossier du plan de prévention des risques littoraux et d’inondation du bassin versant de la Scie.

- d’une carte modifiée : celle qui concerne la commune de Dieppe.

- de la copie de la lettre adressée à l’ensemble des maires des 52 communes concernées.

Ce complément d’enquête est préalable à l’approbation du plan de prévention des risques littoraux et d’inondation du bassin versant de la Scie et répond à trois objectifs :

- interdire les implantations nouvelles dans les zones les plus dangereuses afin de préserver les vies humaines.

- réduire le coût des dommages dus aux inondations en réduisant notamment la vulnérabilité des biens existant dans les zones à risque.

- adapter le développement de nouveaux enjeux afin de limiter le risque dans les secteurs exposés et afin de préserver les zones non urbanisées dédiées à l’écoulement des submersions et au stockage des eaux.

Il convient de noter que : « Les remarques émises lors de la première enquête ne sont pas encore reprises dans le présent dossier, mais font bien l’objet d’une analyse. Il n’est pas nécessaire de les redéposer, des réponses y seront apportées à l’issue de l’enquête complémentaire ».

# Organisation de l’enquête

## Désignation de la commission. Arrêté d’ouverture.

Par décision en date du 01 février 2017, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Rouen avait procédé à la désignation des membres suivants de la Commission d’Enquête Publique.

Michel NEDELLEC, Président

Bernard LOUIS, Membre titulaire

Max MARTINEZ Membre titulaire

Jean Pierre BOUCHINET, Membre suppléant

L’arrêté du 20 avril 2018, pris par Madame la Préfète de la Seine Maritime reprend, en son article 3, cette même composition pour conduire l’enquête publique complémentaire.

Cet arrête décide d’une durée de 16 jours d’enquête publique, du mardi 5 juin 2018 au mercredi 20 juin 2018 inclus et fixe des modalités d’enquête calquées sur les modalités mises en place lors de l’enquête initiale.

Il prévoit la tenue de 5 permanences, volontairement implantées au siège de l’enquête et dans les communes les plus concernées par la réserve initiale émise par la commission.

## Information du public

L’avis d’enquête publique est paru dans deux journaux locaux :

* « Les Informations Dieppoises » en date du 15 mai et du 8 juin 2018.
* « Paris Normandie » en date du 15 mai 2018 puis du 6 juin 2018.

La commission n’a pas été en capacité de contrôler l’affichage dans les 52 communes concernées par le PPRLI.

Cependant, cet affichage était correct dans les communes de permanence et encore visible dans la plupart des communes lors des opérations de collecte des dossiers.

## Modification du dossier d’enquête

Après examen comparatif des deux dossiers : le dossier initial et le dossier qui fait l’objet d’une procédure complémentaire, il apparaît qu’une seule modification a été opérée. Elle porte sur la commune de Dieppe. Cette carte est maintenant identique à la carte de la commune d’Hautot sur Mer. Aucune modification n’a été apportée aux indications altimétriques.

## La note complémentaire

Elle cadre précisément l’objet de l’enquête et insiste sur la prise en compte de la totalité des remarques émises lors des deux procédures. Elle retrace ensuite l’historique du projet avant d’en rappeler les objectifs. Elle souligne ensuite la nature des inondations prises en compte avant de rappeler les contraintes réglementaires qui en découleront.

Un rappel des principales étapes est détaillé avant que soient exposées les raisons de l’enquête complémentaire.

La commission tient à rappeler son accord sur la nature du PPRLI qui n’ a effectivement pas pour vocation de donner des mesures de protection civile en cas d’inondation, mais elle tient à souligner la nécessité d’une coordination du rôle des différents responsables pour essayer de parvenir à une cohérence aussi poussée que possible des différentes actions à conduire pour protéger le public.

## Déroulement de l’enquête

Un exemplaire (papier ou dématérialisé) du dossier d’enquête et un registre, coté et paraphé par un des commissaires enquêteurs, ont été mis à la disposition du public dans chacune des 52 communes concernées pendant les 16 jours d’ouverture de l’enquête.

Les commissaires ont tenu 5 permanences pour un total de 23 visites et de 22 dépositions. Le bilan comptable s’établit comme suit :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Lieu | Permanence | dépositions | Visites | Entretien Maire | Avis Conseil Municipal |
| Beauval en Caux | 0 | 1 |  |  | 1 |
| Crosville | 0 | 1 |  | 1 |  |
| Dénestanville | 0 | 6 |  | 1 | 1 |
| Dieppe | 1 | 0 | 0 |  |  |
| Etaimpuis | 0 | 1 |  |  |  |
| Hautot s/mer | 2 | 1 | 6 | 1 | 1 |
| Longueville | 1 | 3 | 13 |  |  |
| N D du Parc | 0 | 1 |  | 1 |  |
| Omonville | 0 | 1 |  |  |  |
| Saint Aubin | 1 | 2 | 4 | 1 | 1 |
| Sainte Foy | 0 | 1 |  |  |  |
| Saint Maclou | 0 | 1 |  |  |  |
| Saint Victor | 0 | 2 |  |  |  |
| Sauqueville | 0 | 1 |  |  |  |
| Tourville Arques |  |  |  |  | 1 |
| **Total** | **5** | **22** | **23** | **5** | **5** |

Aucun incident n’a été déploré. A noter que la salle de Conseil Municipal de la Mairie d’Hautot sur Mer faisait l’objet de travaux de réparation consécutifs à un sinistre. La commission a donc siégé dans une salle excentrée sans conséquences pour le public.

Les commissaires se sont déplacés, à plusieurs reprises, pour aller vérifier les dires de certains déposants.

# Observations du public

Les observations qui nous ont été présentées complètent, pour l’essentiel, des observations déjà déposées lors de l’enquête initiale.

La commission a donc choisi de rappeler les thèmes développés dans le rapport initial (en italiques) et de les traiter dans leur entièreté.

Le nombre important de demandes insistantes, provient des observations qui ont pu être effectuées par les intéressés, lors des intempéries particulièrement importantes de l’hiver et du printemps 2018. Certes, il se pourrait que des précipitations encore plus diluviennes surviennent lors d’un évènement centennal, mais ces épisodes apportent un regard précis sur les conséquences d’évènements particulièrement forts et sur les éventuelles conséquences catastrophiques, sur les habitants.

### BEAUVAL EN CAUX

BEAU 1

Déposition de M DUJARDIN Eric

Gérant de l’EARL Dujardin située à La Vatine

76890 BEAUVAL en CAUX

*La carte des aléas du PPRLI du bassin de la Scie m’amène à faire quelques remarques.*

*1) Le positionnement du tracé de l’axe de ruissellement ne correspond pas à la réalité du terrain. J’ai fait réaliser des relevés topographiques au sein de mon corps de ferme afin de délimiter une zone plus précise.*

*2) D’après l’échelle, l’épaisseur du trait correspond à 30 m.*

*Au vu du relevé, la largeur est trop importante. J’ai construit avec mon père des bâtiments où je stocke à la fois des bêtes et des récoltes. Dans la zone touchée par l’axe de ruissèlement, il y a un bâtiment d’élevage sur la gauche puis de stockage dans un second de la paille. A droite du lin et de la paille. Au vu des investissements et de la nature du stockage, je n’aurais pris aucun risque de perte de mes produits.*

*3) La couleur rouge des risques me parait exagérée compte tenu des relevés topographiques. La pente est prononcée et l’axe de ruissèlement est canalisé naturellement et un herbage et une mare collectent les eaux pluviales en bout de parcelle.*

*4) Enfin, la maison de mes parents, située en hauteur du corps de ferme est également touchée par l’axe. Toujours d’après les relevés c’est quasiment impossible.*

*Je vous adresse le plan topographique que j’ai fait réaliser le 7 juin 2007 N° AF 17073 par Euclyd Eurotop, à mes frais, afin de vous démontrer les observations que je viens de vous préciser.*

*Je vous remercie de bien vouloir prendre en compte mes remarques fondées sur la réalité du terrain.*

Déposition étant faite lors de la première enquête. Je conforte ma requête initiale vis-à-vis du tracé.

**Avis DDTM** *(Direction Départementale des Territoires et de la Mer).*

*Déposition faite lors de la 1ère EP sous la référence BEAU 2 renvoyée à la rubrique STAUB1*

*Remarque transmise pour analyse au Bureau d’Etudes et prise en compte le cas échéant.*

**Avis de la commission**

L’étude opérée par le géomètre semble confirmer les dires de M Dujardin. Certes, les différences de niveau entre les bâtiments de stockage et surtout d’élevage, sont minimes, (une cinquantaine de cm), mais la vitesse d’écoulement des eaux implique que les hauteurs éventuellement atteintes resteraient faibles, d’une part. La commission rappelle, d’autre part, son souhait d’une différenciation entre le début du ruissellement et l’arrivée dans la vallée. Les débits ne sont pas les mêmes sur le plateau et dans la vallée. La commission propose d’accéder à la demande.

BEAU 2

Avis du Conseil Municipal en date du 12 juin 2018.

Au vu des relevés topographiques en notre possession (fourmis par des habitants de la commune) et compte-tenu de l’imprécision des tracés notamment liée à l’épaisseur des traits relevés sur la cartographie de la commune de Beauval en Caux-secteur 10, il est difficile au Conseil Municipal de rendre un avis favorable au PPRLI du bassin versant de la Scie.

Annexe 1

**Avis DDTM**

L’ensemble des relevés topographiques fournis à la DDTM pendant les 2 enquêtes publiques sur le PPRLI (notamment dossier de M. Dujardin, cf plus haut) seront transmises au bureau d’études pour analyse. Des éléments de réponse seront mis à disposition lors de la procédure d’approbation.

**Avis de la commission**

La commission approuve la proposition d’une étude complémentaire fine.

### CROVILLE SUR SCIE

*Déposition de M Alain DEPREAUX  Maire de Crosville sur Scie.*

*Je soussigné, déclare avoir informé le conseil municipal lors de la séance du 21 décembre 2016 et présenté la carte des aléas de la commune, fournie par les services de l’état.*

*Comme déjà porté à connaissance le conseil a fait la remarque que la zone hachurée violette ne correspond pas à la réalité du terrain rue sous le bois et rue du cou d’oie, côté droit Parcelle 439 438 437 436 129 422 423 160 421 400 149 150 151) situées en surplomb de la vallée.*

*D’autre part, sur la forme les plans mis à notre disposition ne sont pas à jour et les constructions récentes (moins de 10 ans et plus) ne sont pas indiquées (voir géo portail. Gouv.fr).Les plans n’ont pas de lisibilité, pas de repères d’identification des parcelles, et des lotissements communaux.*

*Une superposition cadastrale et identification des parcelles et la cartographie réglementaire serait plus facilement exploitable et mémorisée.*

Je soussigné Alain DEPREAUX, Maire de la commune de Crosville sur Scie souligne que lors des réunions de préparation les plans mis à notre disposition devaient être repérés par N° de parcelle. Actuellement plans quasiment illisibles et peu exploitables. Voir mes remarques faites lors de l’enquête publique le 27 septembre 2017.

Egalement, remarque sur les zones hachurées violettes.

Une remontée de nappe qui ne correspond pas à la réalité du terrain, zone se situant plusieurs mètres au-dessus de la voie ferrée.

Parcelle 434.438.437.436.124.422.423.160.421.400.149.150.151.

Je soussigné Alain Depreaux, Maire de la commune de Croville sur Scie déclare avoir informé le conseil municipal lors de la séance du 21 décembre 2017, et présenté la carte des aléas de la commune, fournie par les services de l’Etat.

Comme déjà porté à la connaissance le conseil a fait la remarque que la zone hachurée violette ne correspond pas à la réalité du terrain, rue sous le bois et rue du cou d’oie (Parcelle 434.438.437.436.124.422.423.160.421.400.149.150.151). située en surplomb de la vallée.

D’autre part sur la forme les plans mis à notre disposition ne sont pas à jour et les constructions récentes (-10 ans et plus) ne sont pas indiquées (voir geoportail.gouv.fr/données/parcelles-cadastrales).

Les plans n’ont pas de lisibilité, pas de repères d’identification des parcelles, et des bâtiments communaux par exemple.

Une superposition cadastrale et identification des parcelles et la cartographie réglementaire serait plus facilement exploitable et numérisée.

**Avis DDTM**

Déposition faite lors de la 1ère EP sous la référence CRO1

Remarques identiques à la 1ère enquête :

Concernant les fonds de plans et la lisibilité des cartes : un échange entre la DDTM et le BE Egis aura lieu afin de prendre en compte le cas échéant cette remarque. Cependant, à ce jour, aucune solution n’a été concluante pour améliorer la lisibilité des cartes (plus d’informations entraînent une surcharge de la carte)

Concernant les remontées de nappes : Remarque transmise pour analyse au bureau d’études et prise en compte le cas échéant.

**Avis de la commission**

La commission a émis cette même remarque d’une grande difficulté de lecture des cartes mises à la disposition du public. En de nombreuses occasions, nous avons perdu beaucoup de temps en repérage du lieu d’habitation de déposants potentiels. Nous avons parfois dû faire appel aux maires présents pour aider leurs concitoyens et nous avons enregistré des cas où la personne que nous recevions s’est trouvée dans l’impossibilité de nous dire exactement où se trouvait sa maison.

Il s’agit là d’une remarque majeure qu’il faudrait prendre en compte lors d’une opération identique future et, si techniquement possible, lors de la mise à disposition des documents réglementaires au public.

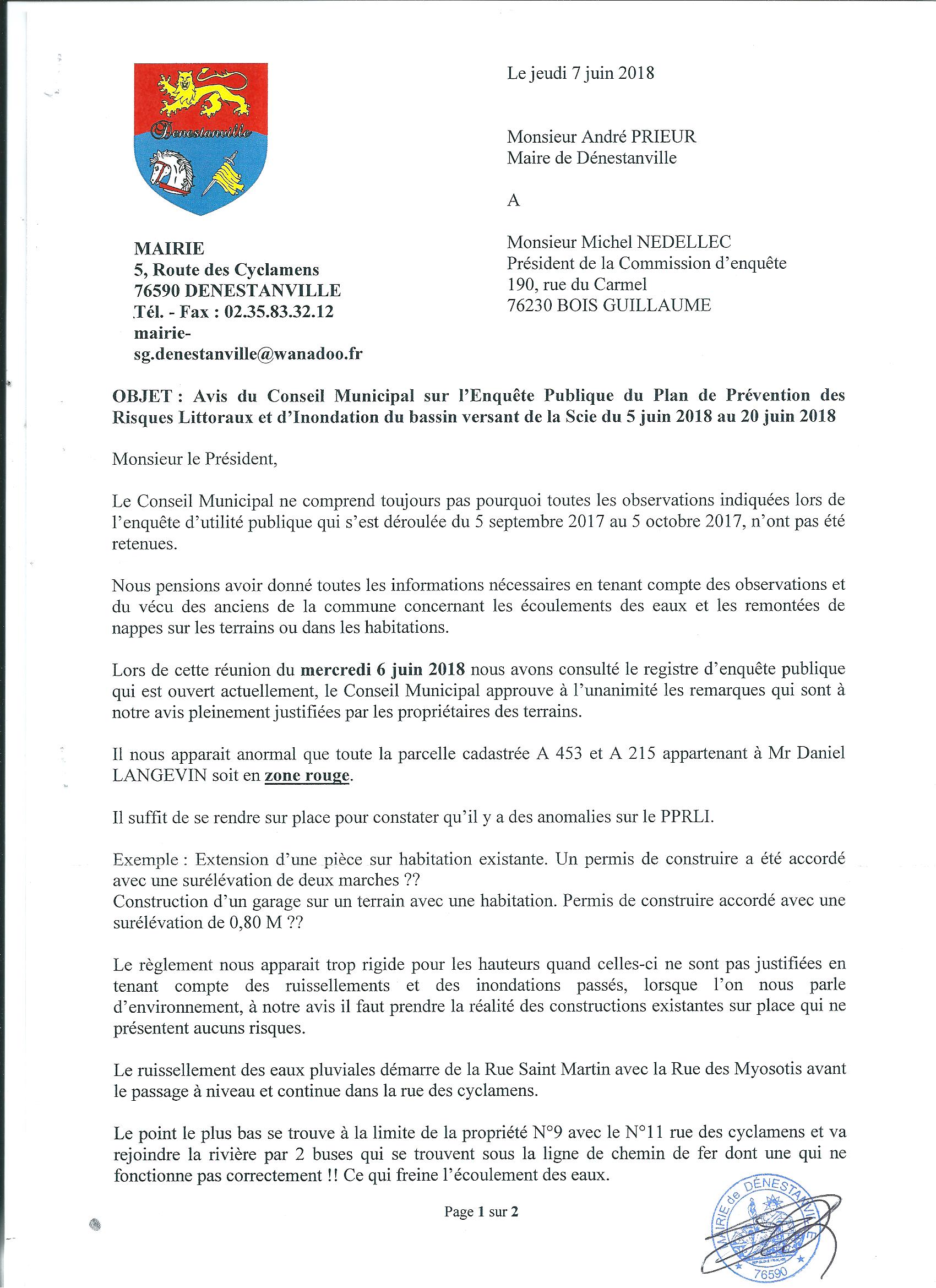
### DENESTANVILLE

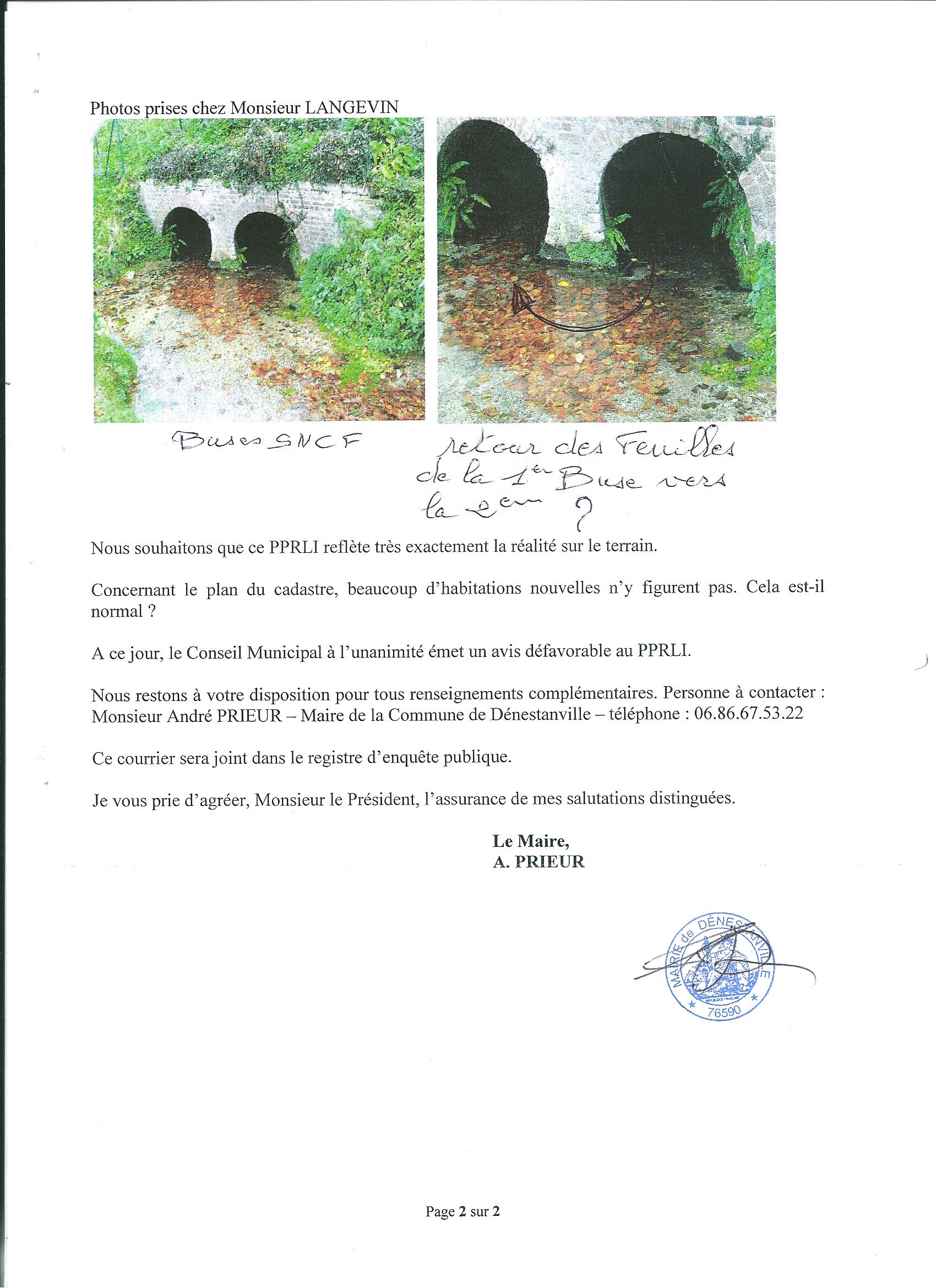
Den 1

**Avis de Monsieur le Maire et du Conseil Municipal**

Visite de Monsieur PRIEUR André, Maire de Dénestanville qui explicite les remarques déposées sur le dossier d’enquête publique par plusieurs de ses administrés. Il me remet une lettre attestant de l’avis du Conseil Municipal sur le PPRLI du bassin versant de la Scie, en date du 6 juin 2018.

Plusieurs des propositions de classement envisagées par la DDTM, font l’objet d’une contestation appuyée par le Conseil Municipal.



****

**Avis DDTM**

Sur le fait que les remarques de la première enquête n’aient pas été reprises à ce stade, la DDTM a explicité dans la note accompagnant les documents que l’ensemble des remarques des 2 enquêtes seraient traitées simultanément. L’objectif de l’EP complémentaire était bien l’erreur matérielle sur quelques cartes au nord du périmètre du PPRLI.

Sur les remarques détaillées du conseil municipal, voir ci-dessous (reprise des dépositions du public). Les remarques seront transmises au BE Egis et prise en compte le cas échéant.

Dans les secteurs à risque, certains projets peuvent être refusés dans les zones de danger (aléa fort et moyen) et d’autres peuvent être autorisés dans les zones de précaution (aléa faible), avec prescription (une cote de premier plancher est fixée en fonction de l’intensité d’aléa).

**Avis de la commission**

Avis conforme.

DEN 2

M QUESNEL, 4, route des Myosotis 76590 Dénestanville

J’ai demandé un permis de construire pour un garage. Celui-ci a été accordé (PC N° 7624417D0007).

Pourquoi faut-il le rehausser de 0.80cm par rapport au terrain naturel ? Celui-ci se trouve surélevé par rapport à l*’axe* (sic) de ruissellement qui est la rue des Myosotis. Cette propriété comprend déjà une maison d’habitation qui se trouve au niveau du terrain naturel. A ma connaissance ce terrain n’a jamais subi d’inondation.

Je souhaiterais, à l’avenir, créer une pièce supplémentaire à cette maison. Dois-je la rehausser de 0.80cm en espérant que le bon sens va l’emporter?

**Avis DDTM**

Le projet se situe en secteur de débordement de niveau aléa faible. Les extensions seront autorisées moyennant des prescriptions (cote de premier plancher à la cote de référence +0,30cm). Ce type de prescriptions a pour objectif de limiter la vulnérabilité des nouveaux enjeux implantés en zone inondable

**Avis de la commission**

La commission demande qu’une position souple soit adoptée dans le cas d’une extension. Rehausser de 30 cm entraînerait des frais et des conséquences pratiques et esthétiques importantes, et ne produirait aucun avantage réel. En effet, s’il y avait inondation, la partie plus ancienne de la maison serait touchée. Des dispositions constructives pourraient être imposées pour l’extension dans le but de limiter les dégâts éventuels (Utilisation de matériaux résistants à l’eau, par exemple).De plus, l’accès par des personnes à mobilité réduite pourrait devenir problématique. Le risque pour les habitants ne serait pas aggravé par ce type de décision.

DEN 3

M Daniel LANGEVIN, 9, rue des Cyclamens. 76590 Dénestanville.

J’avais demandé un CU pour la construction sur une partie de ma propriété pour une habitation. (CU 076214 15D 000) celle-ci a été retournée négatif. A ce jour, je ne comprends toujours pas pourquoi ce refus puisque ce terrain est au même niveau (partie haute) qui se trouve le long de la rue des Cyclamens. Il se trouve aussi entre mon habitation et la propriété 7, rue des Cyclamens. Il y a une habitation. Malgré une réunion sur place organisée par la Mairie avec la DDTM et les bassins versants et après les relevés topographiques, il s’avère qu’ils n’étaient pas contre. La rue des Cyclamens sert d’écoulement pour les eaux de pluie. Les eaux arrivent pour rejoindre la rivière sur le devant (partie non constructible) ce qui est justifié. L’eau repart vers la rivière en passant sous la ligne de chemin de fer par deux tunnels, dont un à ce jour ne fonctionne pas.

Je me tiens à votre disposition pour de plus amples renseignements.

**Avis DDTM**

La parcelle du projet se situe en zone de débordement de niveau d’aléa fort et de remontée de nappes.

La remarque est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant. Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence DEN 3.

À noter cependant que, lors de la visite sur place en 2015, la DDTM avait déjà interrogé le bureau d’études sur ce site et celui-ci avait confirmé son analyse, sur la base des levés topographiques. Les hauteurs d’eau considérées sur la parcelle du projet sont certes faibles, mais les vitesses modélisées sont importantes, ce qui entraîne la qualification du niveau d’aléa justifiant le refus du projet.

**Avis de la commission**

Un assouplissement du classement semble possible aux dires du conseil municipal qui apporte une correction. L’évacuation des eaux se fait par deux buses et non deux tunnels.

Indépendamment de cette remarque, la commission souligne, à nouveau, la nécessité de préciser, ouvrage par ouvrage, qui est responsable du bon entretien, pour éviter que des embâcles aggravent considérablement le risque.

Dans ce cas, une rehausse de la construction et des dispositions aboutissant à une meilleure protection pourraient être une solution satisfaisante

DEN 4

.Déposition anonyme

La parcelle située entre Longueville et Dénestanville 10 impasse du Manoir, tout hachurée violette (remontée de nappe) alors que les bâtiments sont situés sur un terrain sur de la marne. La DDTM de Dieppe a visité le terrain.

**Avis DDTM**

L’aléa remontée de nappe sur Denestanville concerne la nappe alluvionnaire liée au cours d’eau. Cet aléa a été déterminé sur la base de l’enveloppe de la crue morphogène. En effet, il ne semble pas possible de procéder à une modélisation sur la base des données existantes.

**Avis de la commission**

La commission ne peut donner qu’un avis conforme dans ce cas d’une grande difficulté technique.

DEN 5

Madame DUMANOIR, 26, route de la mer. 76590 Dénestanville

*En observant le plan, je suis étonnée de constater que le terrain devant ma maison soit situé en zone rouge.*

*Il s’agit d’un terrain très légèrement en pente, pas constructible du fait de sa situation et de sa faible superficie.*

*L’habitation est donc en hauteur par rapport à ce terrain et ne peut faire courir de risque humain puisqu’elle dispose d’un étage.*

*Quant aux remontées de nappe, je sais qu’après plusieurs recherches il n’a jamais été possible de trouver un passage d’eau sur cette propriété.*

*Le fossé (qui ne m’appartient pas), situé au-delà du terrain en question est destiné à recevoir les eaux communales après de fortes pluies. Il a parfaitement rempli son rôle en 1999.*

N’ayant jamais été inondé lors des crues précédentes je m’étonne du plan retenu et souhaiterais être informé des nouvelles décisions retenues (Voir courrier déposé lors de la précédente enquête).

Je souhaiterais donc que le terrain ne soit pas classé en zone rouge ce qui dévalorise inutilement ma maison.

**Avis DDTM**

Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence DEN 1

La DDTM a noté la remarque, et l’a transférée au bureau d’études pour analyse et prise en compte, le cas échéant.

Cependant, la DDTM tient à signaler que la réalisation d’ouvrages ou d’aménagements ne génère pas systématiquement une modification de l’aléa.

**Avis de la commission**

La commission semble comprendre que seul le terrain situé dans la partie basse de la propriété se trouve classé en rouge. La crainte du propriétaire est donc de voir sa propriété dévaluée lors d’une revente au motif qu’une partie est classée en rouge.

Le risque sur les personnes est très minime, le terrain pourrait être inconstructible et classé en bleu foncé.

DEN 6

LAPORTE Audrey. Ridel Grégoire 14, bis, route de la mer 76590 Dénestanville

J’ai demandé, le 4 décembre 2017, une extension de ma maison individuelle, extension d’un séjour, (8.64\*4.5m). PC 76 214 A 0006. Celui-ci est revenu positif avec une cote qui doit être surélevée à 0.30cm ce qui est incompréhensible de ma part. La construction étant existante et située sur la partie haute du terrain et le niveau 0 se trouve à 5 m par rapport à la rivière.

A cet emplacement, je ne comprends pas que l’on puisse faire allusion à une remontée de nappe.

En conclusion, je vais avoir une partie de ma salle au niveau 0 et une autre avec deux marches pour y accéder. Est-ce normal. A mon avis, non.

**Avis DDTM**

La remarque est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant sur le volet aléa remontée de nappe.

En zone de remontée de nappes, les constructions sont autorisées, sous réserve de prescriptions de surélévation du 1er plancher. Ce type de prescriptions a pour objectif de limiter la vulnérabilité des nouveaux enjeux implantés en zone inondable.

**Avis de la commission**

IL conviendra de vérifier l’exactitude des affirmations du déposant.

S’il s’avérait qu’elles soient exactes, il paraîtrait judicieux de ne pas obliger le propriétaire à surélever cette partie neuve de son habitation. Cette décision lourde de conséquences esthétiques et financières n’aurait aucune incidence sur la sécurité des occupants. De plus, l’accès par des personnes à mobilité réduite, pourrait devenir problématique.

ETAIMPUIS

Vicaire Pierre

86 rue du Chasse Fétus

Etaimpuis.

Un axe de ruissellement apparait entre la propriété et le champ voisin.

**Avis DDTM**

Un plan est joint à la déposition. A priori, M. Vicaire souhaite rajouter un axe de ruissellement. La remarque est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant.

**Avis de la commission**

Ce classement n’aurait aucune incidence actuelle sur une quelconque construction. Une contribution civique à étudier.

Annexe 3.

Copie de la carte mise à l’enquête et essai de situation d’un axe qui ne figure pas sur le plan.

### HAUTOT SUR MER

HAU1

Déposition anonyme :

Un constat à une période où la moitié de la France a fait l’objet de graves inondations depuis quelques années.

On peut s’interroger sur la « crédibilité «  à apporter aux études et au classement des zones inondables dont certains habitants de la commune d’Hautot sur mer ont été  victimes pour leur terrain. « passage de zone constructible en zone non constructible ». Les règles de construction évoluent et s’améliorent. Beaucoup de pavillons de la commune mettent des années à pouvoir se vendre. On voit pourtant de nouveaux programmes de lotissement commercialisés avec pour eux des précisions de zones de rétention d’eau pluviales.

Une propriétaire d’un bien immobilier sur la commune dont le terrain fut construit à la période de zone constructible et qui a vu son bien fortement dévalué lors du classement de son terrain en zone non constructible : (inondation). Ce d’autant que les mêmes contraintes restent appliquées à ces terrains. Droit d’urbanisme et impôts locaux.

**Avis DDTM**

L’élaboration d’un plan de prévention des risques inondation (PPRI) permet d’identifier des secteurs à risque parfois non recensés auparavant. L’objectif est de réglementer l’urbanisation dans ces secteurs. Cela permet d’éviter de reproduire des erreurs passées, notamment en ayant autorisé des projets dans des zones de risque.

De ce fait, il s’avère que certains biens déjà construits dans des secteurs qui n’avaient pas été recensés comme zone de risque perdent de leur valeur. La valeur des biens peut être liée à l’aléa, mais celui-ci n’est pas créé par le PPRLI.

Le PPRLI a notamment pour vocation de préserver certaines zones naturelles en l’état et de ne pas continuer à urbaniser dans d’autres

**Avis de la commission**

Avis conforme

HAU 2

Monsieur le Maire

Observations de Monsieur Jean-Jacques Brument, Maire d’Hautot sur Mer à l’enquête Publique en date du 20 juin 2018

M’inquiétant d’un très long silence après le dépôt du rapport d’enquête publique, j’ai sollicité un rendez-vous auprès de Madame la Préfète pour avoir des explications : cette dernière a chargé Monsieur Jehan-Eric WINCKLER de me recevoir. Accompagné de ma secrétaire générale de mairie, j’ai été reçu par Monsieur le Sous-Préfet le 18 avril 2018, lequel était accompagné de Monsieur Bargain, responsable de service à la DDTM. Il m’a été expliqué qu’une enquête complémentaire allait être mise en œuvre pour régulariser les plans produits lors de l’enquête initiale n’étant pas les bons.

J’ai, par ailleurs, posé deux questions très précises.

1/ Pourquoi était retenue l’hypothèse d’une rupture de la digue de 100 mètres et non de 50 mètres : il m’a été répondu par Monsieur Bargain, qu’en l’absence d’une étude complète et détaillée sur la résistance de l’ouvrage, seule l’hypothèse d’une rupture de 100 mètres pouvait être retenue.

Or, à ma connaissance, je n’ai vu nulle part cette exigence d’une étude, en tout cas, rien ne permet de prétendre que la stabilité de la digue de Pourville serait menacée que ce soit à moyen, voire à long terme compte tenu d’un excellent état d’entretien.

2/ Quelles notes de calcul seraient susceptibles de justifier 1000000 ou 2000000 m3 d’eau susceptibles d’inonder la vallée jusqu’au Petit Appeville.

Il m’a été répondu par Monsieur Bargain qu’il s’agissait de calculs effectués à partir de modèles informatiques et que, par conséquent ils n’étaient pas contestables ou discutables…

J’ai insisté pour obtenir cette note de calcul afin de pouvoir contrôler et émettre un point de vue.

A ces deux questions, et notamment à la deuxième, il m’a été répondu que les éléments allaient m’être fournis : force est de constater qu’au dernier jour de l’enquête rien ne m’a été produit.

Bien plus, au cours de ce rendez-vous, il m’a été clairement dit que l’enquête publique complémentaire ne changerait rien, qu’il s’agissait d’une régularisation, en un mot, qu’il serait fait « litière » des observations de la commune d’Hautot sur Mer et que la zone rouge recouvrant toute la vallée de la Scie en remontant jusqu’au Petit Appeville ne serait en aucun manière modifié alors et pourtant que les quantités d’eau susceptibles d’inonder la vallée sont fonction de l’hypothèse retenue de brèche de la digue, soit 50 mètres soit 100 mètres, mais aussi des modalités de calcul des quantités d’eau qui envahirait la vallée.

Enfin, deux points me paraissent devoir être modifiés ainsi qu’il suit :

Parcelle situées chemin des Prés salés. Accès à la parcelle à requalifier.

Le plan figure en annexe 4.et 4 bis.

La présence d’un aléa de remontée de nappe est à justifier. Cette zone n’a jamais et en aucune circonstance été l’objet d’inondation.

Ancien bâtiment industriel requalifié en logements situé rue de la Source. Le tableau de concordance enjeux/aléas présenté dans le rapport de présentation permet d’en déduire que ce bâtiment est situé dans un Espace urbanisé de densité moyenne et un aléa faible. Celui-ci doit donc être inclus dans la zone de précaution bleu ciel.

Même référence

**Avis DDTM**

En ce qui concerne les deux derniers points (pré salés et remontée de nappes : La remarque est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant.

Des éléments de réponse ont déjà été apportés dans le PV de la première EP. Ils peuvent être repris dans le cas présent.

En particulier, les règles de prises en compte des ouvrages de protection pour la submersion marine sont détaillées dans le guide national sur les PPRL.

**Avis de la commission**

La commission constate la persistance d’une opposition forte de Monsieur le Maire d’Hautot sur Mer et de son Conseil Municipal aux hypothèses sur lesquelles s’appuient les services de l’Etat.

Il semblerait que la commune soit disposée à faire sienne l’hypothèse retenue par la commission telle qu’elle était exprimée dans la seconde des réserves émises dans les conclusions initiales :

Réserve 2

« Une hypothèse de rupture de la digue sur une longueur de 50m sera retenue dans l’attente d’études approfondies concernant le mode de construction et la résistance de l’ouvrage

En fonction de leur altimétrie, les habitations situées en deuxième rideau par rapport au front de mer seront classées en zone bleue. L’essentiel de ces constructions se trouve aux abords immédiats de l’église de Pourville sur mer ».

La commission est consciente de la nécessité d’appuyer des décisions de l’importance de celle qui doit être prise pour cette station balnéaire, sur des guides.

Cependant, des adaptations fines à des cas particuliers doivent être opérées.

En ce cas, l’hypothèse d’une rupture partielle et progressive de la digue, et des mesures préventives d’évacuation de la centaine de personnes éventuellement présente dans la zone de danger, n’aurait pas de conséquences graves sur les populations concernées.

Par contre, la commission estime indispensable le classement en zone de très fort danger, de l’ensemble de l’estuaire de la Scie qui doit servir au recueil des eaux venues d’une submersion marine et d’une inondation du bassin de la Scie. L’effet conjugué d’une forte crue de la Scie et d’une marée haute exceptionnelle peut aboutir à la rétention de quantités d’eau très importantes. Cette zone est actuellement vide de construction et ne semble pas concernée par des projets d’aménagement. L’impact économique de cette dernière décision demeurerait donc faible.

En tout état de cause, il conviendra que les études soient affinées en concertation avec les différentes autorités concernées, avant qu’une décision acceptée par les populations soit prise.

### HEUGLEVILLE SUR SCIE

Dossier déposé par M CRESSENT Didier au nom de son frère Patrice,

46 rue de la Vatine.

Heugleville sur Scie

*Le dossier est constitué de 6 pièces jointes à transmettre à la DDTM.*

*La parcelle concernée porte le N° E158. M CRESSENT signale que, si les eaux passaient au-dessus du talus, la parcelle E172 serait inondée. L’axe de ruissellement ne peut pas passer par la parcelle E158. L’axe de ruissellement est à modifier en fonction de la création d’un talus, en bordure de la parcelle, crée en 2006. Elle empêche l’eau de s’écouler sur la parcelle E172. Un busage est à créer sur la parcelle E172.*

Pour faire suite au dossier que j‘ai déposé lors de la première enquête publique du PPRLI d’octobre 2017. Je vous joins en complément un plan topographique et 7 photos prises sur la RD 50 lors de fortes précipitations du 22 janvier 2018 sur la commune d’Heugleville sur Scie. Les prises de vue confirment que l’axe de ruissellement passe dans la propriété de M. Eric Dujardin, cadastrée section ZI N°20.

Avis DDTM

La remarque accompagnée des nouveaux éléments est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant. Cf : remarques lors de la 1ère EP sous la référence HEU1

**Avis de la commission** :

Cette déposition s’appuie sur l’avis particulièrement fiable d’un géomètre, certes lié familialement au propriétaire concerné. Les modifications apportées à la configuration du terrain, ont eu pour conséquence le déplacement de l’axe et une protection de la parcelle E 158. La commission demande que l’axe de ruissellement soit modifié pour ne plus inclure la parcelle E 158.

### LONGUEVILLE SUR SCIE

LON 1

Déposition de Monsieur CRESSENT. Voir Heugleville.

Déposition de Monsieur Vallée, voir Omonville

Déposition de M Taccoen, voir St Maclou de Folleville

Déposition de Monsieur Dépréaux, voir Crosville

Déposition de Madame Ecrépont, voir Saint Victor

Déposition de Madame Dumanoir. Voir Dénestanville

Déposition de Monsieur Hébert Lucas

15, rue du Pont Saint Pierre

76590 LONGUEVILLE sur Scie

*Nous venons de constater votre décision d’attribution du nouveau plan PPRI. Nous sommes surpris de constater que vous mettez notre maison en zone rouge alors que nous n’avons jamais été inondés dans notre maison dans notre maison principale. Seuls le bord de la cour et deux bâtiments ont été inondés lors de deux grandes Inondations. Photos à l’appui*

*Nous sollicitons un rendez-vous afin que vous nous présentiez vos arguments et critères pour permettre ainsi de nous mettre en zone rouge. En conclusion, nous ne sommes pas d tout d’accord avec votre décision. Nous serons présents à la réunion du 18 en espérant rencontrer une personne responsable de cette décision.*

Pour faire suite au dossier, je viens de constater que ma maison située 15 rue du Pont Saint Pierre à Longueville est toujours en zone rouge.

N’ayant jamais été inondés et vu que la maison est en hauteur par rapport à la rue nous voulons que la maison passe en zone bleue.

Sur 50 années de vie passée ici, jamais d’inondation ou juste aux abords de la cour et dernièrement avec les énormes précipitations qu’il y a eu nous n’avons eu aucun problème.

M Hébert a déposé une seconde fois le 15 juin en mairie de Saint Aubin.

Il précise que :

La rue qui principalement inondable ainsi que le garage de mon voisin qui lui est inondé.

Les derniers évènements météorologiques d’avril, vous prouveront facilement le bien fondé de notre demande. Les inondations ont été uniquement constatées rue Newton à Longueville mais en aucun cas la rue du pont Saint Pierre ;

Je vous demande par conséquent une revue de votre plan et de nous considérer au minima en zone bleue. Il est bien entendu que je reste à votre disposition pour recevoir vos justificatifs, mais aussi pour en débattre sur place, à mon adresse. (Vous trouverez en sus une attestation d’assurance prouvant notre bonne foi).

Les derniers orages de juin prouveront de plus les risques d’inondation sur Longueville. (Photos disponibles en mairie).

Espérant une bonne prise en considération de mes justificatifs et dans l’attente de vous lire ou vous rencontrer pour en débattre.

**Avis DDTM:**

La remarque accompagnée des nouveaux éléments est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant. Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence LONG 2

**Avis de la commission**

Le commissaire enquêteur s’est déplacé. Les arguments avancés semblent pertinents. La maison est située sur un terrain en légère pente, de la maison vers son entrée. Il serait intéressant d’effectuer des mesures altimétriques précises à cet endroit. Elle est protégée d’une brusque arrivée d’eau par la voie de chemin de fer et ne pourrait subir qu’une montée progressive de l’eau, à partir de la rivière. Les observations du propriétaire semblent exactes. Des traces de boue de la dernière crue subsistent à l’entrée, mais disparaissent très rapidement, au bout de quelques mètres. L’habitation ne semble donc pas menacée et peut faire l’objet d’un classement dans la catégorie inférieure

LON 2

Déposition de Monsieur Dujardin

Déposition faite le 12 juin 2018

Déposition étant faite lors de la première enquête.

Je conforte ma requête initiale vis à vis du tracé.

**Avis DDTM**

Cf déposition de Beauval en Caux ci-dessus

**Avis de la commission**

Avis conforme.

Monsieur Leverdier Bertrand. Madame Leverdier Muriel

10 impasse du Manoir

76590 Longueville sur Scie

Voir registre Dénestanville.

Concerne le CU B 076 D0001, impasse du Manoir, Dénestanville.

Suite au refus du certificat d’urbanisme CU b 076214 18D0001 en date du 05 /03/208, je tiens à préciser que cette demande concernait uniquement la transformation d’un bâtiment en habitation et non la création d’u terrain à bâtir en vue de l’édification d’une maison d’habitation.

Le terrain n’est pas situé en dehors des parties urbanisées de la commune étant donné qu’il y a eu la construction d’une maison située au 7, impasse du Manoir à Dénestanville.

Concernant la réserve incendie, il va en être créée une de 30 mètres cube suite à l’obtention du permis de construire N° 73 397 17D0004 concernant l’extension mesurée d’un hangar de stockage de l’EARL de Saint Michel, 10 impasse du Manoir. 76590 Longueville sur Scie.

Il existe actuellement à 190 mètres, une mare de 150 m3, qui reçoit l’eau des gouttières du bâtiment. (Voir plan. Non fourni)

Concernant le CU b 076214 18D0001, un plan topographique a été effectué à la demande des bassins versants. Suite à cela, une cote planchée a été préconisée par ceux-ci.

En espérant avoir une réponse positive pour la transformation de ce bâtiment datant environ des années 1850.

**Avis DDTM**

Concernant le CU B 076 D0001 : Remarque relative à l’instruction de la demande – ne concerne pas l’élaboration du PPR. Le refus n’est pas fondé sur le motif des risques.

**Avis de la commission**

Avis conforme.

### NOTRE DAME DU PARC

Déposition de Madame le Maire. Claudine MALVAULT

Parcelle A200, sur la RD 26, hautement inondable, photos à l’appui, ruissellement et formation de ruisseaux en pied de terrain.

Parcelles 210 271 292 sont en rouge sur la carte papier mais en jaune (risque faible) sur le CD.

Le risque faible me semble beaucoup plus judicieux, même ces derniers temps nous n’avons jamais vu d’inondations sur ce terrain.

Plan et 2 photos joints.

Annexe 5

**Avis DDTM**

Il semble qu’il y ait confusion entre les cartes d’aléas et le zonage réglementaire. En effet, certaines zones situées en aléa moyen ou faible ressortent en rouge dans le zonage, car elles sont situées en zones naturelles. C’est le cas pour les parcelles mentionnées.

Par ailleurs, l’argumentaire basé sur le fait qu’il n’y a pas eu d’inondation récente sur le terrain ne signifie pas grand-chose pour la caractérisation de l’aléa. En effet, les événements de référence sont assez anciens (1999).

**Avis de la commission**

Avis conforme.

### OMONVILLE

M VALLEE

263 rue des écureuils

76730 Omonville

Pour faire suite aux nombreuses inondations que nous subissons depuis plusieurs années, nous demandons que le talus soit reconstitué entre la propriété de M Lemarchand et M Delabrière et que les eaux de ruissellement soient déviées sur la route de Saint Christophe en contrebas. Joint un plan de masse avec les indications de ruissellement des eaux. .

**Avis DDTM**

La DDTM tient à signaler que la réalisation d’ouvrages ou d’aménagement ne génère pas systématiquement une modification de l’aléa. Le PPRLI n’a pas pour vocation de souligner les anomalies d’aménagements ou les défaillances d’ouvrages, encore moins de trouver des solutions techniques ou de programmer la réalisation d’aménagements ou d’ouvrages.

**Avis de la commission**

La commission ne peut aller contre ces arguments qui respectent les compétences des différentes entités qui travaillent et décident dans ce cas précis.

Elle regrette cependant une trop grande étanchéité et souligne la nécessité d’une concertation plus poussée.

### SAINT AUBIN SUR SCIE

STAU 1

Monsieur Bernard Bazille Maire de Saint Aubin sur Scie.

A l’occasion de cette enquête, nous réitérons les remarques de la précédente enquête et principalement le lotissement des Forgettes qui devrait être en blanc (demande confortée par les constats réalisés après l’épisode du 30 avril 2018. (80mm).

Par ailleurs, en ce qui concerne le fond de plan au niveau du carrefour RN 27/CD 153, il est faux ;

Suite à notre conseil municipal du 31 mai 2018, nous proposons de revoir les situations suivantes :

Terrain de M Grosso cadastré AL 29 bleu foncé.

Terrain de M et Mme Gabriel, cadastré AK 33 bleu foncé pour la partie habitat, rouge pour le reste.

Le garage Lepetit « Le petit VO », bleu clair.

Le lotissement « Les Forgettes », Blanc.

La station d’épuration bleu foncé.

Signaler les remontées de nappe phréatiques rue du Hamelet pour se caler sur le périmètre de protection POS.

Signaler les axes de ruissellement du bout de la piste de l’aérodrome (confirmation lors de l’épisode pluvieux du 30 avril 2018) vers la rue des haras et le Hamelet.

Mentionner  la liaison de l’axe de ruissellement impasse des Moulins.

**Avis DDTM**

La remarque accompagnée des nouveaux éléments est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant. Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence STAUB 2

**Avis de la commission**

La commission n’a pas compétence pour vérifier les données techniques présentées par Monsieur le Maire de Saint Aubin.

Elle ne peut que souligner leur qualité et appuyer la demande d’une analyse complémentaire concernant la totalité des points évoqués.

STAU 2

Contribution de Mme Marchand, Présidente de l’Association Syndicale Autorisée de la Scie.

Je souhaiterais remonter un certain nombre d’incohérence sur la basse vallée :

-Les riverains ne comprennent pas que certains axes de ruissellement ont une diffusion large et d’autres aucune alors que des habitations et des installations sont régulièrement inondées.

-Il est anormal de mettre en zone rouge des zones qui ont toujours été exemptes d’eau et en bleu des zones régulièrement submergées.

- Les travaux réalisés depuis 15 ans n’ont pas été pris dans le zonage.

Les riverains de la Scie et plus largement les habitants du fond de vallée, ont l’impression d’être sacrifiés, car les modifications de pratiques agricoles sont rarement montrées du doigt alors qu’elles sont à l’origine de bon nombre de ces axes de ruissellement.

- Secteur amont de Petit Appeville, commune d’Hautot sur Mer (carte 1)

- Le chemin de la Canarderie canalise les eaux du plateau. Les habitations en bas sont prises en étau entre cet axe, la Scie et le ruisseau du Plessis, et sont régulièrement inondées. Cette zone devrait être en rouge.

- De l’autre côté, l’usine Plastuni a toujours été inondée depuis des décennies. En janvier 2018 et le 30 avril 2018, cela a encore été la cas, avec plus de 500K€ de dégâts, donc cette zone devrait être en rouge.

- En amont, la STEP de Saint Aubin sur Scie subit régulièrement les débordements de la Scie, donc devrait être également en rouge.

Secteur d’Offranville/Saint Aubin sur Scie, quartier du Hamelet (carte2)

- La propriété de l’impasse de la Genetée a été régulièrement inondée par ruissellement du plateau d’Offranville et par débordement de la Scie. Pour information, en 1999, il y avait 40 cm dans la maison et 60 cm sur le chemin, les habitants ont dû être évacués à dos de pompiers car l’unique accès était coupé. L’ASA n’a pas eu l’autorisation de taluter la berge sur la rive opposée pour restaurer l’herbage en zone d’expansion des crues. Cette zone devrait être en rouge.

- Les parcelles A164 et A182, en limite de la RD 153 ont été remblayées de 1.20m par rapport au terrain naturel il y a 30 ans. L’A164 figurait encore récemment sur le fichier CARMEN (Correction faite par la DREAL en août 2017), preuve que les données n’ont pas été collectées à la parcelle, par manque de moyens humains. Donc, le fait qu’une partie soit en zone rouge est une anomalie, car cela supposerait une submersion de 2.20m par rapport au terrain naturel. Autant dire que toute la vallée serait inhabitable ! L’intégralité de la parcelle devrait être blanche.

De plus, afin de préserver les 2 propriétés de l’impasse du Moulin, le département a réalisé un gros bassin routier avec un débit de fuite vers un herbage en contrebas. Il remplit parfaitement sa fonction d’interception des eaux routières. Depuis 1999, ces propriétés zonées bleu foncé n’ont plus jamais été inondées. Situées en cuvette, le bleu foncé peut se justifier **mais un ruissellement moins diffus devrait figurer à l’issue du Chemin de la Messe et partir vers l’impasse en face du garage**.

On constate que de nombreux axes cartographiés ne se diffusent pas en pied de coteau, le traitement est inégal entre les différents secteurs.

Secteur Saint Aubin sur Scie, route de Rouen (carte 3).

D’importants travaux ont été réalisés par l’ASA, renaturation de la rivière avec remblaiement de bief, arasement des berges opposées pour favoriser les débordements de la Scie en zone inhabitée. Le 30 avril 2018, avec un débit de la Scie décuplé, la zone est restée vide, comme les propriétés voisines, donc en toute logique, au lieu du bleu foncé et rouge, elle devrait être bleu clair.

L’ASA se tient à votre disposition pour toutes informations complémentaires sur tout le linéaire de la Scie….

**Avis DDTM**

La remarque accompagnée des nouveaux éléments est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant. Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence

La DDTM tient à signaler que la réalisation d’ouvrages ou d’aménagement ne génère pas systématiquement une modification de l’aléa.

**Avis de la commission**

Lors de l’enquête initiale, la commission a contacté l’ASA.

La prise de connaissance de cette contribution riche et détaillée ne fait qu’aviver nos regrets d’une arrivée tardive de cette contribution.

Les remarques doivent faire l’objet d’une étude approfondie. Les sujets abordés sont d’une grande complexité et exigent des réponses argumentées ;

La commission tient à souligner plusieurs points :

Dans un rapport concernant une Evaluation Préliminaire des Risques d’Inondation dans la vallée de la Scie, disponible sur webissimo-developpement durable.gouv.fr, un bilan du coût des dégâts des inondations de 1999 et de 2005 est établi. On y mentionne une somme estimé à 15 000 000€ pour 1999 et à 1 000 000€ pour la seconde occurrence.

Madame la Présidente confirme ces données et conforte ipso facto l’Etat dans sa volonté d’un plan global et efficace de protection des populations et des biens.

La commission souligne qu’elle avait mentionné son regret de ne pas avoir pu s’entretenir avec les responsables du camping le Marqueval.

Madame la Présidente mentionne l’entreprise Plastuni et les risques qui existent dans une usine implantée en bord de rivière.

La commission estime difficile de revenir, à ce stade de l’enquête, sur une proposition de classement qui serait très pénalisante pour une entreprise qui n’a pas été en mesure de fournir des arguments contraires.

Elle estime cependant indispensable de préconiser des mesures simples de mise hors d’atteinte de l’eau, des produits éventuellement polluants utilisés par Plastuni et demande qu’une concertation soit organisée, si elle ne l’a pas déjà été, entre les services compétents de l’Etat et l’entreprise, pour déterminer les mesures de réduction du risque qui semblent indispensables en ce cas.

Annexe 7

### SAINTE FOY

Lettre de M David CHANDELIER, Maire de Sainte Foy.

Après observation de la proposition de PPRLI du bassin versant de la Scie, j’ai remarqué qu’un axe de ruissellement (aléa fort) était noté sur le plan et impactait la parcelle cadastrée ZE85, située sur la voie romaine (RD 100)

A ma connaissance, compte-tenu de la topographie du terrain (le ruissellement dans les caniveaux se produit à environ un mètre plus bas par rapport à la hauteur du terrain naturel), et compte-tenu de la taille du bassin amont et de la nature de l’occupation (herbage), il est impossible que cet axe de ruissellement puisse être considéré comme un axe de ruissellement aléas fort.

De plus, je tiens à vous signaler qu’aucune remarque n’a jamais été émise concernant les parcelles avoisinantes construites ces dix dernières années, ce qui nous amène à penser qu’une erreur a été commise sur la localisation de cet axe (notamment quant à l’endroit précis de son démarrage, qui se situe plus à l’aval, au droit des parcelles cultivées- voir proposition de plan).

J’ai constaté également que les habitations situées à proximité ne créent aucun évènement de ruissellement (les eaux pluviales sont gérées sur la parcelle et les zones de circulation sont uniquement gravillonnées).

Vous voudrez bien prendre en considération notre demande et porter cet axe à un démarrage situé à 40 mètres environ à l’aval de l’axe proposé.

**Avis DDTM**

La remarque accompagnée des nouveaux éléments est transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant. Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence SAINTE FOY

**Avis de la commission**

Avis conforme.

### SAINT MACLOU DE FOLLEVILLE

F TACCOEN

Président Centre Culturel Touristique de Sauvegarde du Site du moulin de l’arbalète.

Moulin de l’Arbalète

76890 St Maclou de Folleville

Dans le cadre de la révision du PPRLI, nous proposons d’attribuer une zone humide de notre patrimoine en zone inondable. Notre proposition de création d’un parcours d’éducation à l’environnement en aménageant cette zone humide en zone inondable.

Voir documents joints. Lettre. Photos. Brochure présentant le projet.

**Avis DDTM**

Il s’agit plutôt de la présentation d’un projet, qui ne relève pas du cadre de l’enquête publique. Il est bien d’avoir connaissance de ce projet, mais il est à étudier avec le pétitionnaire en marge de la finalisation du PPRLI.

**Avis de la commission**

Un projet qu’il conviendrait d’étudier dans un autre cadre, avec le souci d’un impact positif sur l’écoulement et la rétention des eaux.

Annexe 6. (Dossier, photos et lettre d’accompagnement).

### SAINT VICTOR L’ABBAYE

STVIC 1

Madame Josette Van Elslande

6 rue du Roncier

76890 Saint Victor L’Abbaye

Suite à l’EP pour inondation de la rivière de la Scie, et risque naturel, vers Hautot sur Mer. En septembre octobre 2017, lors de mon avis que j’ai remis lors de cette enquête, je dois ajouter : avec les orages de fin mai 2018, vers Totes Auffay, je me suis rendu compte que les grilles d’écoulement d’eau de pluie peuvent être bouchées par la terre, feuilles, sacs plastiques ou autre, ainsi que tout endroit où s’écoulent ces eaux de pluie.

A l’époque où l’on se sert de la débroussailleuse, où faucher les talus, qu’il n’y ait pas d’herbe qui s’accumulent lors des orages afin de ne pas boucher l’écoulement des eaux. La bonne circulation des eaux ; en prendre conscience à titre préventif. Que les citoyens ne jettent pas leurs déchets sur la route pour ne pas obstruer aussi.

Suivre les conseils des nouvelles générations de ceux qui entretiennent le paysage, avec ceux qui ont fait l’école d’horticulture de Fauville et l’hortithèque de Mont Saint Aignan.

Mettre des plantes vivaces pour lesquelles, leurs racines prennent l’eau en profondeur dans le sol, il y en a des trop jolis diverses et variés c’est mieux pour le budget des communes et des citoyens pour y passer moins de temps.

Pensez à mettre des plantes mellifères afin de permettre à tout ce qui vit dans la nature, soit leur lieu de vie afin de f préserver les cultures agricoles.

Ne pas écorcher les écorces des arbres, laisser suffisamment de terre au-dessus de la racine des arbres afin qu’elles soient éraflées où l’eau peut pénétrer dans les racines et s’intégrer dans le troc et le détériorer.

**Avis DDTM DDTM**

Cf remarques lors de la 1ère EP sous la référence ST Victor l’abbaye

**Avis de la commission**

Avis conforme.

STVIC 2

Madame ECREPONT Marie-Thérèse

33, rue de la Vallée

76890 ST Victor l’Abbaye

Suite aux inondations du 21 janvier 2018, où je me suis retrouvée entourée d’eau, où j’ai subi diverses dégradations, barrages ( ?) mur de soutien de talus détruit devant porte détruit, bâtiments inondés. Ma demande est la suite rétablir l’eau dans un ruissellement plus modéré (difficilement lisible).

2 lettres de Monsieur le Maire de St Victor et de Monsieur le Président du syndicat des bassins versants : Saane, Vienne et Scie.

**Avis DDTM**

D’après l’adresse fournie par les riverains, la zone est bien identifiée en zone inondable, conformément aux observations dont ils font part. Le PPRLI n’a pas vocation à prescrire des travaux sur l’ensemble des axes de ruissellement du bassin versant. La mairie a pris contact avec le syndicat du bassin versant sur ce dossier.

**Avis de la commission**

Cette réponse est en parfait accord avec la remarque de la DDTM concernant le rôle relatif des ouvrages de rétention des eaux de ruissellement, remarque également prise en compte par la commission.

### SAUQUEVILLE

Monsieur DUMOUTIER

84 impasse de la Rivière

76550 SAUQUEVILLE

Demande pourquoi sa propriété est toujours en zone rouge alors que ses deux voisins sont « passés » en zone bleue ; alors que récemment et malgré les fortes pluies, M Dumoutier n’a été ni inquiété, ni inondé. M Dumoutier demande une réponse précise.

**Avis DDTM**

Il n’y a pas eu de modification de ce type entre les deux enquêtes publiques. Les documents n’ont pas été fournis à la DDTM à ce stade. Dès leur récupération, la remarque sera transmise au bureau d’études pour analyse et prise en compte le cas échéant.

**Avis de la commission**

Avis conforme.

Annexe 8 : Publications légales dans la presse.